

## Commentaires antipédagos sur les notes de Luc Cédelle « L’ultra-vérité sur SOS-Education »

### L’ultra-vérité sur SOS-Education - 3 -

Je prend en marche cette série à mon retour de vacances et commence par le PASTICHE d’un passage de la première note de notre hôte .

Pédagogisme : système idéologique étonnant, né aux Etats-Unis au début des années 1880, aussi radical que transversal et permettant, à travers la contestation virulente de la transmission des savoirs par l’école, de se poser très avantageusement en héros de la lutte pour la société « sans classes » sans jamais affronter les puissants du jour et sans avoir à renier aucun de ses engagements antérieurs, actuels ou futurs sur l’ensemble du spectre politique. Il était donc fatal que le pédagogisme ait sa déclinaison néolibérale, qui s’impose en France avec la loi Jospin de 1989.

Au cours de ses vies antérieures, le pédagogisme a été compatible avec le prophétisme chrétien et moralisant de G. Stanley Hall, le socialisme de John Dewey, l’anarchisme de Francisco Ferrer et le communisme de Célestin Freinet. Le dénominateur commun de ce monstre idéologique est l’utopie d’une société réconciliée avec elle-même dont l’école serait à la fois l’avant-garde et le creuset. C’est pourquoi elle doit renoncer à l’instruction des élèves pour éduquer les citoyens de l’avenir. Cette idée a tout particulièrement séduit les chrétiens de gauche comme Philippe Meirieu, heureux de pouvoir construire le socialisme en faisant l’économie d’une révolution. La meilleure définition du pédagogisme a été donnée par son fondateur, Stanley Hall (qui parlait pour sa part de pédocentrisme) :

« Nous devons dépasser le fétichisme de l’alphabet, de la table de multiplication, de la grammaire, des gammes, du livre et nous devons nous dire que nos ancêtres étaient, il y a quelques générations, illettrés... Que Cornélie, Ophélie, Béatrice et même la bienheureuse Mère de Notre-Seigneur ne savaient ni lire ni écrire”. Prévoyant le déclin de la grammaire et le règne de la langue parlée dans l’Amérique du XXème siècle, il annonça aussi que la grammaire, la rhétorique et la syntaxe seraient remplacés par “les arts du langage” plus démocratiques et l’expression orale en public. » (Citation empruntée à Michel Delord et tirée de « Histoire des Américains » de Daniel Boorstin). Le livre pionnier de Stanley Hall fut publié en 1883. On voit qu’il a fallu un siècle et la destruction des Ecoles normales pour en arriver aux « productions langagières des apprenants » aujourd’hui à l’honneur dans les IUFM.

La dernière métamorphose du pédagogisme peut sembler plus curieuse mais s’inscrit dans la logique paradoxale qui l’anime depuis le début : « enseigner l’ignorance », comme dit Michéa, un autre anarchiste qui, contrairement à Gabriel Cohn-Bendit, a compris que le pédagogisme était devenu l’idéologie scolaire du néo-libéralisme : les compétences contre les savoirs, c’est comme l’illettrisme de la Sainte Mère de Dieu contre l’étude pharisienne. Tout cela au nom – ultime paradoxe – de la Société de la connaissance (SocCon) et de la Culture de l’évaluation (Culéva) : c’est qu’entre temps un prix Nobel d’économie, Gary Becker, avait inventé la notion de « capital humain ».

Que les ultra-libéraux de SOS-Education se soient ralliés pour leur part à l’antipédagogisme est le dernier « tour d’écrou » sur la vis sans fin de ces paradoxes sédimentés dans l’histoire. On ne peut l’expliquer que dans le cadre d’un projet politique sur lequel je reviendrai.

Je signale en attendant que la Toile de l’Education du Monde donne l’adresse où l’on peut lire le texte du communiqué dont parle ici Luc Cédelle (sur le site de Reconstruire l’Ecole) :

Communiqué de presse à propos de SOS Education

Les associations signataires de ce communiqué commun mènent depuis de longues années une lutte sans concessions pour un enseignement de qualité dans une école ouverte à tous. A l’heure où nos idées commencent à percer dans l’opinion, nous aimerions éviter que des mesures maladroites, émanant d’un ministère plus ou moins bien intentionné, aboutissent à des résultats contre-productifs. Nous ne tolérerons pas que notre combat soit dévoyé par le groupuscule malfaisant qui se cache sous l’étiquette de SOS-Education.

Nous rappelons d'abord qu'il convient de distinguer entre programmes et méthodes pédagogiques. Au-delà des querelles sur la lecture, nous préconisons une refonte totale des programmes depuis le primaire jusqu'au lycée, pour aboutir à des contenus d'enseignement riches, progressifs et cohérents, dans toutes les disciplines et sur l'ensemble de la scolarité. Un tel objectif suppose que soient fournies aux élèves les bases indispensables en français et en mathématiques. Nous exigeons d'abord le retour à un apprentissage systématique de la grammaire et de l'orthographe et l'abandon des « séquences » où tout se mélange et dont rien ne survit. Nous exigeons aussi que la littérature fasse l'objet d'un enseignement spécifique, fondé sur l'étude approfondie des œuvres au lieu de les subordonner à un inventaire techniciste de catégories prédéfinies. En mathématiques, l'école primaire doit apporter les bases du calcul et de la géométrie plane et la rigueur des démonstrations doit être réintroduite dès le collège. De plus, des filières clairement définies doivent être rétablies à partir de la seconde et les différents baccalauréats généraux donner à leurs lauréats les connaissances nécessaires pour accéder à l'enseignement supérieur. La terminale S ne doit plus être le refuge des meilleurs élèves, qu'ils se destinent ou non à des études scientifiques : les lettres, les mathématiques, les sciences expérimentales et les sciences sociales sont d'égale dignité et méritent le même traitement dans le cadre de baccalauréats profondément rénovés.

Dans le cadre de ces nouveaux programmes, la liberté pédagogique des professeurs doit être totale : ni le ministère, ni l'inspection n'ont à dicter leur loi en la matière, pas plus que les nouveaux « conseils pédagogiques ». Cela étant, cette liberté ne peut s'exercer dans le vide : nous exigeons que les différentes méthodes d'apprentissage soient enseignées dans les IUFM d'une façon claire et non biaisée et que les manuels correspondants se trouvent dans tous les centres de documentation. Chaque professeur se déterminera ensuite, librement, en fonction des connaissances à transmettre, de sa propre expérience et de la réalité de ses classes. C'est sur la seule base des résultats obtenus que son travail devra être évalué par l'inspection.

Pour terminer, nous dénonçons avec la plus grande vigueur les méthodes et les objectifs de SOS-Education. Cette association a engrangé des moyens financiers considérables en copiant la recette d'« Avenir de la Culture », émanation française d'une secte internationale de catholiques intégristes, « Tradition-Famille-Propriété », qui fut mise au ban par l'épiscopat pour avoir voulu assassiner le pape Jean-Paul II, trop « laxiste » à son goût. Les 64000 adhérents dont se prévaut SOS-Education sont, pour la plupart, les victimes d'une opération de publipostage massif et ciblé : les premiers « dons » ont été recueillis auprès de grands-mères inquiètes de l'ignorance et de la « dépravation sexuelle » de la jeunesse. Une telle façon de procéder, bien décrite dans un rapport de l'Assemblée nationale à propos d'« Avenir de la culture », a vocation à multiplier géométriquement le produit des dons et permet à l'association de toucher un nombre toujours plus grand de parents. Sur la base d'affirmations tronquées ou mensongères, SOS-Éducation les invite alors à participer à de faux « référendums », lance des campagnes d'intimidation contre diverses maisons d'édition, exerce des pressions incessantes et de toutes natures auprès des pouvoirs publics, des élus, des responsables politiques, des journalistes et des familles conformément, là aussi, aux techniques déjà bien rodées d'« Avenir de la Culture ». Se contentant de voler sur nos propres sites Internet des informations et des analyses qu'ils sont bien incapables de produire eux-mêmes et qu'ils déforment pour les adapter à leur mauvaise cause, les dirigeants de SOS-Education ambitionnent aujourd'hui de passer pour le fer de lance d'un renouveau de l'école tout en engageant, sous le prétexte de réaliser un sondage sur les manuels de lecture, une véritable campagne d'appel à la délation des instituteurs « non-conformes ».

SOS-Education n'entend nullement remettre l'École publique sur les rails. En créant la confusion dans l'esprit des parents, en les dressant contre les professeurs, elle orchestre, en réalité, sa destruction dans le seul but d'imposer sa propre « solution » : le démantèlement de l'Éducation nationale au profit d'écoles privées financées par le « chèque éducation ». SOS-Éducation s'inscrit ainsi dans cette nébuleuse d'associations rassemblées autour d'une prétendue « Révolution bleue » pour construire en France un pôle d'extrême-droite ultralibérale. Rien ne saurait être plus éloigné de notre propre conception d'une École de qualité, publique, laïque et gratuite.

3 novembre 2006  
*Reconstruire l'école*

*Sauver les lettres*

*Sauver les maths<sup>1</sup>*

**Rédigé par : Pedro Cordoba | le 05 mai 2010 à 19:25**

De votre côté Monsieur Cédelle, comment se fait-il que vous ne vous soyez jamais demandé pourquoi les thèmes de prédilection des pédagogistes - autonomie des établissements, valorisation des compétences au détriment du savoir, destruction des disciplines au bénéfice d'une (soi-disant) interdisciplinarité etc.- sont-ils aussi appréciés par un organisme tel que l'OCDE ou par notre gouvernement actuel (qui s'en inspire) au point que celui-ci en fait avec jubilation de véritables décalques débouchant sur la réforme actuelle du lycée applaudie des deux mains par un syndicat comme le SGEN qui se veut pourtant de gauche.....?

**Rédigé par : Catherine Desca | le 06 mai 2010 à 21:31**

---

<sup>1</sup> <http://www.re2.freemove.fr/Actions/commsos.html>.

Rien à rajouter — ou presque — à l'analyse de Pedro Cordoba — sinon le fait que le pédagogisme est effectivement l'aile "gauche" du libéralisme, camouflée en défense de la démocratie pour mieux diluer la république. Le courant libertaro-curé qui l'a inspiré peut effectivement inspirer la rue de Solférino ou les sectateurs de Cécile Duflot, mais il ne peut tromper ni les défenseurs de l'égalité des droits (en particulier, le droit à l'enseignement), ni les tenants d'une vraie pédagogie de la transmission. Qu'ils triomphent depuis trente ans (et un peu plus), qu'ils aient l'oreille des dirigeants de la Gauche et des incapables de la Droite ne prouve qu'une chose : dans un univers de médiocres, le Principe de Peter est forcément triomphant.

Et la loi de Murphy aussi.

**Rédigé par : Brighelli | le 07 mai 2010 à 07:20**

Tel que je crois le comprendre, le projet politique du réseau Laarman (dont fait partie, entre autres, SOS Education) est de créer en France un mouvement de type néolib/néocon : néolibéral au plan économique, néoconservateur au plan des valeurs : ou, plus simplement, néocon au sens américain puisque « libéral » signifie « gauchiste » aux Etats-Unis. C'est ce qui explique le paradoxe signalé par Luc Cédelle : SOS Education prône l'antipédagogisme alors que, dans le monde entier, néolibéraux et pédagogistes parlent la même langue, celle des compétences et de l'évaluation.

Il faut s'entendre sur les mots : le néo-libéralisme n'est pas le libéralisme classique, ni simplement l'ultra-libéralisme. Le néo-libéralisme s'appuie sur la doctrine du « capital humain », qui constitue un développement décisif de la théorie économique. Il en résulte tous les thèmes des « sociétés de la connaissance » : l'homo oeconomicus pensé comme « entrepreneur de soi-même », l'employabilité (compétences, évaluation), l'innovation (marchandisation des savoirs), etc. Très majoritairement de « gauche », les « pédagogistes » ne comprennent pas que leur discours est entièrement soluble dans le néo-libéralisme. La raison en est simple. Elle relève de la philosophie politique, et même de la théologie. L'histoire du pédagogisme montre en effet que ses racines se trouvent soit du côté de l'anarchisme, soit du côté des chrétiens de gauche. Dans les deux cas, des philosophies qui mettent l'accent sur l'individu contre les institutions (Etat, partis, Eglise). C'est pourquoi d'ailleurs les « vraies » écoles Freinet ne sont pas pédagogistes : le problème ici est que le discrédit puis la disparition du communisme rendent caduc le « vrai » mouvement Freinet (il n'en reste que la « pédagogie institutionnelle » qui, s'adressant aux élèves lambda, conduit à la catastrophe : il leur manque la transmission de la culture communiste dans le milieu familial).

Le néo-libéralisme est aujourd'hui la « pensée unique » de tous les partis qui se partagent le pouvoir. C'est en particulier le cas de tous les partis socialistes (DSK n'en est que l'exemple le plus caricatural). Il ne faut pas chercher plus loin la raison pour laquelle droite et gauche ont exactement la même politique scolaire. Mais chaque camp a ses « ultras », qui se rejoignent dans le refus total de l'Etat : rien ne ressemble plus à l'utopie anarchiste que l'utopie libertarienne.

Qu'en est-il maintenant des réseaux Laarman ? Ils ne se rangent pas dans l'utopisme libertarien (on le leur reproche vivement dans les sites de cette mouvance). Du néo-libéralisme, ils ne gardent que l'idée du « chèque éducation », qui n'est pas spécifiquement de droite (il est défendu par Attali, l'ancien sherpa de Mitterrand). Pour le reste, ils sont simplement libéraux, ce qui dans le contexte français (colbertien depuis toujours) est synonyme d' « ultra-libéraux ». Leur originalité est de se situer clairement dans le camp « néo-conservateur » : c'est pour cette raison qu'ils sont antipédagogistes et que leur discours sur l'école reprend des thèmes qu'on retrouve aussi au Front national ou dans des associations dites « républicaines » comme Sauver les Lettres ou Reconstruire l'Ecole. D'où le communiqué assez virulent qui nous valut un procès pour injures et diffamation (qui s'est terminé par l'acquiescement) : non seulement nous refusons d'être assimilés à l'extrême droite par la presse mais nous ne voulons pas lui laisser l'apanage d'une défense des savoirs et de la culture. C'est que notre "conservatisme" est celui d'Hannah Arendt, pas celui de Le Pen ou des catholiques intégristes. Nous voulons simplement que l'école soit l'école, ce qui ne semble pas constituer en soi une revendication extravagante. Nous voulons aussi qu'elle soit publique, gratuite et laïque, ce qui ne semble pas non plus complètement farfelu mais nous sépare radicalement de SOS Education.

Le modèle des réseaux Laarman me semble donc être celui des néolib – néocons aux Etats Unis (Reagan, Bush I, Bush II). Or ce modèle a piteusement échoué dans sa version originale et son importation en France relève de la gageure. Il est à la fois à contretemps de l'histoire mondiale et contraire à toute la tradition française, comme le montre le destin politique des seuls vrais libéraux que furent Giscard d'Estaing et Alain Madelin. Balladur et Sarkozy ont, pour leur part, essayé de promouvoir le libéralisme à partir de la droite conservatrice (= gaulliste) et cela s'achève en déconfiture en ce moment même. Pour ce qui est maintenant des valeurs religieuses, il manque en

France l'équivalent des « born again ». Le projet politique des Laarman suppose donc de remplacer le fondamentalisme protestant par le fondamentalisme catholique. Or cette place est déjà prise par les catholiques intégristes. Des rapprochements ont été tentés, qui semblent avoir échoué. C'est que les Laarman, originaires de Hollande, sont en fait des hérétiques. J'avais connu un catholique au moins aussi « fervent » que les dirigeants de SOS Education qui avait accepté de participer à je ne sais quelle « retraite spirituelle » organisée par des proches de la famille Laarman. Il coupa immédiatement les ponts et me donna l'explication suivante : ces gens-là sont des jansénistes, ils ne le savent peut-être pas eux-mêmes mais ils sont jansénistes. Un tel verdict suppose une connaissance approfondie de l'histoire de la théologie et de celle de l'Eglise. C'est la première fois en effet que j'entends un Français dépasser l'équation jansénisme = Port Royal = Pascal, qui a été imposée chez nous par une culture scolaire de type laïque, incapable de comprendre que Port Royal est une simple anecdote, très peu significative, dans l'histoire du jansénisme. Le vrai jansénisme est théologiquement proche de l'hérésie protestante. On le sait, ou on croit le savoir, sans en tirer les conséquences, sans même connaître l'histoire du jansénisme en Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle : il a été partie prenante du mouvement des Lumières et donc du libéralisme économique et politique. Les catholiques conservateurs français (et européens) sont aux antipodes de cette tendance : ils n'ont même pas réussi à se débarrasser de l'antisémitisme, qui est pour sa part totalement étranger aux croyants de la mouvance Laarman (plus proches à ce niveau du sionisme de droite).

Cette hypothèse, si elle est vraie, expliquerait l'absence totale de scrupules que manifestent les Laarman face au problème de l'argent, qui est tabou dans tous les pays de tradition catholique. C'est un leitmotiv chez tous les pseudo-adhérents de SOS Education que j'ai pu rencontrer : il s'agit de personnes qui, après avoir fait un « don », ont violemment rompu avec l'Association quand ils ont compris qu'elle se consacrait essentiellement à « amasser du fric ». Ils se trompent en partie, car les réseaux Laarman ne sont pas mus par « l'appât du gain » : ce budget, qui se compte en millions d'euros par an, est mis au service d'un projet politique, celui de la fameuse « Révolution bleue » dont personne n'a entendu parler en France alors que s'ils avaient, comme ils le prétendent, des centaines de milliers d'adhérents, ils seraient l'un des principaux partis du pays, avec des fournées d'élus locaux et nationaux. Mais leurs « campagnes » ne peuvent marcher que si la dimension politique est occultée. Ils sont donc pris dans un double bind : sans argent ils sont impuissants ; pour avoir de l'argent, ils doivent s'avancer masqués.

A cela s'ajoute enfin que les néocons américains ont pu s'appuyer sur un mouvement de pensée profondément ancré dans l'Université depuis l'émigration aux Etats-Unis d'intellectuels juifs communistes persécutés par Staline (voir le petit livre de Fukuyama). Cette histoire-là, qui se poursuit sur trois générations, n'existe pas en France. Le seul « philosophe » dont ils peuvent se réclamer est l'ancien prof de Vincent Laarman, Philippe Nemo : il ne fait vraiment pas le poids. Contrairement à ce qu'il imaginait dans sa jeunesse, ce petit monsieur n'est pas devenu le « nouveau Sartre », le philosophe officiel du giscardisme comme Jean-Sol Partre fut le philosophe officiel des « compagnons de route ». C'est que le giscardisme lui a claqué dans les mains avant même qu'il ait pu commencer son chemin. Nemo n'est même pas philosophe, tout au plus un historien des idées acharné à « réviser » l'histoire de la République pour la faire accoucher d'un libéralisme qui n'y a jamais eu la moindre place.

En conclusion : trois raisons condamnent l'entreprise-Laarman à une faillite annoncée. D'une part, le libéralisme en tant que tel est étranger à la tradition politique française. D'autre part, leur catholicisme « janséniste » n'est pas compatible avec le catholicisme conservateur français. Il n'y a pas enfin chez nous d'intellectuels néocons de la taille de Daniel Bell ou Allan Bloom. Même pas l'équivalent des mentors du bushisme comme William Kristol et Robert Kagan.

**Rédigé par : Pedro Cordoba | le 08 mai 2010 à 07:19**

Je ne comprends plus rien. Dans les 2 premiers articles SOS Education n'était pas de droite, et maintenant c'est "la droite de la droite" ?

M. Cédelle, vous étiez plus nuancé dans vos premiers jets. Vous sembliez faire une enquête avec des faits, des dates, des lieux, des dires. Mais là, vous glissez péniblement vers des insinuations et des clins d'oeil qui fatiguent un peu. Ressaisissez-vous pour le dernier épisode, s'il-vous-plaît...

**Rédigé par : Francisco d'Anconia | le 08 mai 2010 à 09:02 |**

@ Pedro Cordoba

Vous écrivez :

“Le néo-libéralisme est aujourd’hui la « pensée unique » de tous les partis qui se partagent le pouvoir.”

...et quelques lignes plus loin, à propos de ce que vous appelez “les réseaux Laarman” (je suis réticent devant cette appellation):

“Du néo-libéralisme, ils ne gardent que l’idée du «chèque éducation», qui n’est pas spécifiquement de droite (il est défendu par Attali, l’ancien sherpa de Mitterrand).”

A ma connaissance un seul grand parti politique en France a intégré le chèque éducation à son programme: il s’agit du Front national. Le FN est-il donc, selon vos critères, “néolibéral”?

Et hors le FN, une seule personnalité, un seul texte de référence ont repris à leur compte l’idée (non le terme précis) du chèque éducation: il s’agit comme vous le mentionnez de Jacques Attali et du rapport qui porte son nom, issu de la commission de réflexion qu’il a formée à la demande Nicolas Sarkozy.

Ces deux seules occurrences (on peut probablement en trouver d’autres, mais il faudra fouiller) vous suffisent pour asséner que ledit chèque “n’est pas spécifiquement de droite”. De même, vous laissez ainsi entendre que tous les partis de gouvernement aujourd’hui (et les “pédagogistes” avec eux), seraient pour le chèque éducation puisqu’ils sont tous néolibéraux.

Votre commentaire est par ailleurs vraiment intéressant (c’est pourquoi je vous pardonne beaucoup car, même excessif vous restez instructif), mais souffre d’un vice de conformation qui est un des principaux marqueurs de la pensée antipédagogue: le rejet de la nuance.

Or, le FN n’est pas égal à Attali qui n’est pas tout à fait égal à DSK, lequel n’est pas du tout égal à Meirieu. Vous décidez, parce que cela vous arrange conceptuellement, de faire l’impasse sur leurs différences... au même moment et dans le même texte où, sur SOS-Éducation, vous faites preuve d’un réel souci d’exactitude.

LC

**Rédigé par : education | le 08 mai 2010 à 11:52**

Vous trouverez l’idée du chèque éducation, par exemple, dans le programme de François Hollande :

<http://www.repondreagauche.fr/e-pacte-educatif.html>

“L’attribution d’un chèque éducation sur toute la vie à tous ceux qui sont sortis précocement de la formation initiale”.

**Rédigé par : Pierre-Henri | le 08 mai 2010 à 18:26**

Le sujet était SOS Éducation. C’est l’analyse de cette petite entreprise familiale que j’ai essayé de développer. J’ai été beaucoup plus évasif sur la question du néolibéralisme, d’où le « manque de nuances » que vous me reprochez. Il m’importait avant tout de définir le néolibéralisme car c’est un mot qu’on emploie à tort et à travers.

Le néolibéralisme dont je parle est le néolibéralisme américain. J’avais donc volontairement exclu le néolibéralisme allemand (École de Fribourg, Hayek, politique d’Adenauer, etc.) car je le considère obsolète. Il se pourrait néanmoins qu’il revienne à l’honneur à la faveur de cette crise dont on ne sait pas trop où elle va nous mener. Mais même si c’était le cas, il se combinerait avec le néolibéralisme américain dans une configuration pour l’instant inédite.

Le néolibéralisme allemand repose (ou reposait) sur l’idée d’économie sociale de marché. Le néolibéralisme américain (École de Chicago) sur celle de capital humain. Ce sont deux courants très différents de la pensée

économique. Mais ni l'un ni l'autre ne sont le vieux libéralisme des XVIII et XIX siècle. C'est pourquoi l'opposition entre libéraux et conservateurs, qui a marqué toute l'histoire du XIX siècle, se dilue et ne concerne plus que la question des « valeurs ». La social-démocratie pour sa part a fini par se rallier à l'économie sociale de marché puis au néolibéralisme américain. Conclusion : tous les partis de gouvernement sont aujourd'hui néolibéraux, au sens américain.

Fondé sur la notion de capital humain, le néolibéralisme américain est intrinsèquement lié à la question scolaire. Le capital humain est en effet défini par la somme des « compétences » acquises par chaque individu, son « employabilité ». C'est pourquoi toutes les politiques éducatives promues par l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale et l'UNESCO et mises en place, dans des conditions très variables, par tous les gouvernements, y compris dans les pays les plus pauvres (qui dépendent des aides internationales) s'inscrivent dans ce cadre néolibéral, qui s'est mondialisé à partir des années 1960. C'est aussi à partir de ces années-là qu'a peu à peu triomphé le pédagogisme dans toutes les institutions scolaires du monde alors qu'il relevait auparavant des différentes utopies sociales imaginées par de doux rêveurs.

J'ouvre ici une parenthèse qui concerne la France et explique en partie les clivages actuels. Or cette histoire-là a été totalement oubliée, ce pourquoi il convient à mon avis de la rappeler. A partir du milieu des années 60, le Parti communiste français avait élaboré une doctrine assez curieuse, celle du « savoir comme force productive directe ». C'était la version « marxiste » du néolibéralisme américain et elle constituait le fondement théorique d'un grand tournant politique : l'idée d'un Programme commun de gouvernement de la gauche, qui devint une réalité au cours des années-Mitterrand. On peut résumer cette théorie en quelques mots : puisque le savoir est devenu une force productive directe, les techniciens et cadres sont aussi exploités que les ouvriers ; les intérêts des uns et des autres sont donc devenus convergents, d'où une nouvelle alliance de classes qui s'exprime justement dans le Programme commun. C'est par opposition à cette « trahison » que naissent alors, ou se développent, les différents gauchismes dans un contexte international par ailleurs marqué par le tiers-mondisme et l'affrontement sino-soviétique. Les trotskistes réagirent comme d'habitude par le rappel passéiste des dogmes. Les futurs maoïstes, à l'époque rassemblés dans les Cahiers pour l'analyse puis dans l'UJC (ml), essayèrent pour leur part de renouveler la pensée marxiste à partir de ce rapport inédit entre savoir et production. Althusser définit alors l'école comme Appareil idéologique d'Etat (AIE) et ses disciples, fascinés par leur propre interprétation de la Révolution culturelle chinoise, en tirèrent une conclusion radicale : il fallait appeler les étudiants, futurs cadres et techniciens à « quitter les facs » pour « servir le peuple » : ce fut le début de la ligne dite de l'« établissement » en usine, antérieure à mai 68. Avec la création de la Gauche prolétarienne en 1969 et la mise en avant de la « révolte anti-autoritaire », en partie à cause de l'influence des anarchistes du 22 mars, le mot d'ordre devint « A bas le savoir bourgeois et décadent ! ». Ceux qui ignorent les débats théoriques à l'origine de ces slogans abrupts en tirent une conclusion hâtive : la destruction de l'école, c'est la faute aux maos – ou à la « pensée 68 », ce qui revient au même puisque les maos ont été les seuls à essayer de « penser 68 ». Et on cite, à l'appui de cette thèse, quelques noms, toujours les mêmes : pour ce qui est de l'école, cela se résume à July et Geismar. Or, comme par hasard, ils venaient tous deux du 22 mars, c'est-à-dire de la tradition anarchiste, qui est aussi celle des frères Cohn-Bendit. Les « vrais maos », ceux qui venaient de l'UJC (ml), n'ont jamais embrassé la cause pédagogue, bien au contraire. L'exemple le plus connu aujourd'hui est évidemment celui de Jean-Claude Milner. Mais il en est beaucoup d'autres, totalement anonymes, et qu'on retrouve pour la plupart (ceux qui ne sont pas morts ou suicidés) dans les établissements scolaires, à l'université ou dans des organismes de recherche. Sans compter les fidèles de Benny Lévy, qui se sont tournés vers l'étude pharissienne. D'une façon ou d'une autre, ils continuent à défendre la thèse qui fut à l'origine de leur rupture avec le parti communiste : en aucun cas le savoir ne doit être mis au service du capital.

Reste la question : sur quoi repose l'alliance, à première vue contre-nature, entre pédagogistes et néolibéraux ? J'ai déjà essayé de donner des éléments de réponse, que je résume ici. Les uns et les autres mettent l'éducation au centre : les pédagogistes parce qu'ils veulent changer le monde à partir de l'école en formant les citoyens du futur, les néolibéraux parce qu'ils veulent le faire fonctionner au présent à partir de la notion de capital humain. Les uns et les autres mettent l'individu au centre de l'éducation : la valorisation de l'individu est au cœur du libéralisme et aussi de l'anarchisme ; dans le cas des chrétiens de gauche, la notion de personne remplace celle d'individu mais en pratique cela revient au même : l'élève au centre, la « pédagogie différenciée ». Les uns et les autres sont hostiles à la transmission du savoir : les pédagogistes parce que l'idée de transmission est en soi réactionnaire, les néolibéraux parce qu'il faut se débarrasser des savoirs inutiles (c'est ainsi par exemple qu'on ferme le département de philosophie de l'Université de Middlesex, l'un des plus réputés du monde). Les seuls savoirs qui comptent pour les néolibéraux sont ceux qui peuvent être « déclinés en compétences », i.e. « évaluables » et « marchandisables ». Je ne

sais trop à quoi il faut attribuer le succès des « compétences » chez les pédagogistes. Sans doute à la haine des savoirs, assimilés suite à une lecture hâtive de Bourdieu, à la « violence symbolique ». Mais sans doute aussi au fait que les « compétences » autorisent tous les délires des didacticiens : leur « travail » consiste pour l'essentiel à atomiser les connaissances dans ce que j'appelle « l'empirisme abstrait » des référentiels et autres portfolios. On touche ici un dernier point, que je n'avais pas encore abordé : le rôle des experts, à quoi se résumait pour Foucault le « grotesque contemporain ». Les pédagogistes sont les « experts » des « sciences de l'éducation », les néolibéraux sont les « experts » de la « science économique » : les uns et les autres étaient faits pour s'entendre comme larrons en foire. Mais moins lucides que les augures de Cicéron, ils n'éclatent pas de rire quand ils se rencontrent.

Pour répondre enfin de façon concrète à vos questions:

Le chèque-éducation est une conséquence directe du néolibéralisme américain : si l'éducation doit être considérée comme un investissement dont on tirera plus tard le profit, si chacun doit devenir entrepreneur de lui-même, s'il faut donc considérer chaque individu comme une petite entreprise, il faut que le rôle de l'Etat se limite à fournir à chaque individu de quoi réaliser librement son investissement initial. Je ne crois pas qu'il y ait la moindre différence à cet égard entre les républicains américains et Attali, DSK ou Hollande (cf le lien donné par Pierre-Henri) qui sont, sur la question du chèque-éducation, sur la même longueur d'ondes que SOS Education. Tout au plus peut-on souligner que dans le camp social-démocrate, Attali, qui n'a aucune ambition présidentielle, dit tout haut ce que les autres disent avec des circonlocutions. Ainsi Hollande veut-il réserver le chèque-éducation à ceux qui « sont sortis précocement de l'éducation obligatoire ». Dire qu'il faudrait le généraliser pour tous à partir de la maternelle provoquerait un tremblement de terre électoral bien pire que les éruptions volcaniques de Claude Allègre. Pour ce qui est du FN, il ne s'agit évidemment pas de néolibéralisme mais de poujadisme : toute attaque contre la fonction publique est bonne à prendre. C'est aussi (partiellement) le cas de SOS Education. En ce qui concerne Meirieu, j'avais déjà dit qu'il se rattachait aux chrétiens de gauche. C'est l'autre versant du pédagogisme. Mais Cohn-Bendit et Meirieu ne se retrouvent pas seulement sur les questions scolaires : les voilà copains comme cochons au sein de l'« écologie politique ». Après tout, cela vaut sans doute mieux pour les chrétiens de gauche que d'avoir créé, dans l'inconscience qui les caractérise depuis toujours, l'Ecole des cadres de la Milice...

Il faudra revenir sur SOS Education et sur les « réseaux Laarman », expression que, contrairement à vous, je persiste à employer.

**Rédigé par : Pedro Cordoba | le 09 mai 2010 à 10:00**

### L'ultra-vérité sur SOS-Education - 4 -

On ne peut rien comprendre aux objectifs réels de SOS Education si on se limite aux questions liées à l'école ou à la pédagogie. Voici donc, sous réserve d'erreurs de détail involontaires, quelques infos sur le réseau-Laarman, rassemblées par Sauver les Lettres et Reconstruire l'Ecole il y a 5 ou 6 ans et actualisées dans la mesure du possible.

Le grand organisateur et maître d'œuvre du réseau est François Laarman.

1) Né à Leyde en 1939 et décédé à Paris le 24 novembre 2009, François Laarman peaufine pendant 5 ans (entre 1985 et 1990) le projet d'une Association qui va servir de modèle à toutes les autres : Contribuables Associés (<http://www.contribuables.org/>). Lorsqu'elle est finalement lancée, en 1990, il en confie la présidence à son ami, le journaliste d'extrême-droite Alain Dumait (voir sa bio, apparemment rédigée par lui-même puisqu'il la met en lien sur son site : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Alain\\_Dumait](http://fr.wikipedia.org/wiki/Alain_Dumait)). Contribuables associés, qui revendique 146 000 adhérents (=donateurs) et dispose d'un budget de plus de 4 millions d'euros par an, exploite un mot d'ordre simple et typiquement poujadiste : A bas les impôts ! Dumait est aujourd'hui directeur de Les Quatre Vérités (<http://www.les4verites.com/>) et anime le blog <http://alaindumait.wordpress.com/about/>. Contribuables associés est actuellement présidée par Alain Mathieu (ancien vice-président de l'iFRAP)

2) Co-fondateur avec Alain Dumait de « Contribuables associés » dont il a été le trésorier. Bernard Zimmern, est le Président-fondateur de l'iFRAP : <http://www.ifrap.org/>. Zimmern avait lancé l'opération « 50000 cartons jaunes contre Laurent Fabius ». L'iFRAP se présente comme un « think tank » libéral et exploite, lui aussi, un mot d'ordre simple et typiquement poujadiste : A bas les fonctionnaires ! A bas l'administration ! Zimmern semble

idéologiquement proche des néolib-néocons les plus extrémistes, comme Bertrand Lemennicier (sur lequel je reviendrai une autre fois).

3) Le quatrième homme-clé est Claude Reichman, chirurgien-dentiste et tête politique du réseau. Ami de François Laarman, de Bernard Zimmern et d'Alain Dumait, Claude Reichman avait créé avec Alain Dumait, à cette époque maire du 2e arrondissement de Paris, le Parti pour la Liberté. Deux ans plus tard, il appelait la droite parlementaire à une alliance avec le FN (appel cosigné par Alain Dumait). Il se rapprocha ensuite de Bruno Mégret puis rejoignit le parti de Charles Millon dont il devint vice-président. Il annonça enfin sa candidature aux élections présidentielles de 2002 avec pour programme la privatisation de la Sécurité sociale. N'ayant pas obtenu les 500 signatures nécessaires, il forma néanmoins un « gouvernement-fantôme » en confiant le portefeuille de « l'Instruction publique et de la Civilisation » à Guy Millière, professeur à Paris VIII, ardent propagandiste des néo-conservateurs américains et de la guerre contre l'islamisation du monde. Guy Millière publie très régulièrement dans la revue d'Alain Dumait. Claude Reichman est président du Mouvement pour la Liberté de la Protection Sociale (MLPS), président du Syndicat Retraite Action et porte-parole de Révolution bleue (<http://revolutionbleue.over-blog.com/>). Il animait le « Libre journal » sur Radio-Courtoisie mais en fut évincé en novembre 2006 lorsqu'Henri de Lesquen (Club de l'Horloge) prit les rênes de cette station. Site personnel : <http://www.claudereichman.com/> . Il intervient désormais sur la webradio de Gilles Malliarakis, un fervent admirateur de Mussolini devenu « libéral » (<http://lumiere101.com/>) et ayant lui aussi disparu des grilles horaires de Radio-Courtoisie. Claude Reichman est le seul homme politique dont SOS Education recommandait le site, avant de supprimer le lien quand un article de Libération en fit état.

4) François Laarman était donc l'homme de l'ombre. Il créait, toujours sur le même modèle, des associations sur des sujets susceptibles de ratisser très large et mettait à leur tête ses hommes de confiance comme Dumait ou Zimmern avec, souvent, un jeu de chaises musicales entre les dirigeants de ces différentes associations (voir les exemples d'Alain Mathieu et de Bernard Zimmern). Dans un hommage publié par Alain Dumait au lendemain de sa mort, on trouve la phrase suivante : « Certes, François s'était rapidement tourné vers d'autres combats. Pour aider au lancement de « Sauvegarde Retraites », « SOS Education » et « L'Institut pour la Justice ». Mais le succès et la pérennité de Contribuables Associés resteront, j'en suis sûr, l'une de ses plus belles réussites [...] Sans doute serait-il surpris que j'ajoute qu'il a aussi joué un rôle politique important. Mais le paysage français serait-il le même en 2009 si Contribuables Associés n'existait pas ? Sans parler des autres groupes de pression, cités plus haut, aujourd'hui très solides, qu'il a contribué à construire... ».

5) Je reviendrai plus bas sur l'Institut pour la justice. Créée en 1999, toujours sur le même modèle d'Associations « apolitiques », refusant toute subvention de l'Etat et ne vivant que de dons pour préserver leur indépendance, « Sauvegarde retraites » revendique 87 000 « membres » et milite, bien sûr, pour la retraite par capitalisation au nom de la « liberté ». J'ajoute enfin que François Laarman fut secrétaire général puis administrateur d'une association caritative internationale « Nos petits frères et sœurs » (<http://www.nph.org/>) sur laquelle on ne trouve pratiquement rien sur Google hormis ce que publie l'Association elle-même. C'est en tout cas par son entremise que SOS Education, dont le siège se trouve actuellement Boulevard Raspail, put acheter ses précédents locaux pour la somme (en fait très modeste) de 421 000 euros en économisant les frais d'agence (puisque « Nos petits frères et sœurs » a son siège à la même adresse).

6) Vient ensuite le temps de la deuxième génération, celle de SOS Education. Les dirigeants sont maintenant Vincent et Isabelle Laarman, respectivement neveu et nièce de François. Il y a aussi Delphine Laarman, dont je ne sais s'il s'agit d'une cousine ou d'une deuxième sœur. Je passe sur cette dernière association dont les objectifs et les méthodes ont déjà été abondamment commentés ici. Mais je veux signaler que la sénatrice UMP Marie-Thérèse Hermange, spécialiste de la « cause des enfants », est la belle-mère de Delphine (épouse Hermange). Elle sert de relais politique à SOS Education. Voir par exemple, l'écho de la campagne sur les manuels scolaires au Sénat : [http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ06041027S&idtable=q174005|q173697|q172936|q171414|q171416|q172934|q168415|q168416|q166416|q166065&\\_s=04075M&rch=qa&de=19780101&au=20060612&dp=1+an&radio=d eau&appr=text&aff=sep&tri=dd&off=0&afd=ppr&afd=ppl&afd=pjl&afd=cvn](http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ06041027S&idtable=q174005|q173697|q172936|q171414|q171416|q172934|q168415|q168416|q166416|q166065&_s=04075M&rch=qa&de=19780101&au=20060612&dp=1+an&radio=d eau&appr=text&aff=sep&tri=dd&off=0&afd=ppr&afd=ppl&afd=pjl&afd=cvn)

7) Vincent Laarman, qui se présentait au début comme un jeune père de famille scandalisé par l'inefficacité de l'école publique – ce pourquoi il aurait créé SOS Education – se définit aujourd'hui comme « entrepreneur associatif ». Etrange télescope de mots puisque toute entreprise a nécessairement un but lucratif, ce qui n'est pas le cas des Associations 1901 surtout quand elles demandent le statut d'intérêt général ou d'utilité publique – qui permet aux donateurs de bénéficier d'une déduction fiscale de 66%. L'iFRAP ou SOS Education sont donc, en fait,



subventionnées aux deux tiers sur le budget de l'Etat alors que leurs dirigeants affirment « refuser toute subvention » ! Et Vincent Laarman cria à l'étrangement financier lorsque la Direction générale des impôts voulut leur supprimer le droit de délivrer des reçus fiscaux, pratique reprise par la suite sans plus de problèmes semble-t-il. Suivant l'exemple de François Laarman et de son propre époux, Marie-Laure Jacquemond (épouse Laarman) a créé, à son tour, l'Institut pour la justice (151 000 « adhérents ») dont elle a été la première présidente et dont le siège social se trouvait au domicile conjugal. Encore un « sujet porteur » avec tous ces violeurs et assassins récidivistes libérés par des juges laxistes à l'écoute de psychiatres incompétents ! Puis l'adresse a changé et le couple Laarman est rentré dans l'ombre. Parmi les nouveaux dirigeants officiels Philippe et Catherine Nemo : la boucle est bouclée avec SOS Education où se trouve Jean Nemo, fils de Philippe. Plus de renseignements ici : <http://www.sos-justice.info/>

**Rédigé par : Pedro Cordoba | le 15 mai 2010 à 07:57**

Bonjour,

À la suite de cette excellente série, et du non moins excellent post de Pedro Cordoba, un autre fil à tirer peut-être : <http://fr.wordpress.com/tag/jean-noel-dumont/>

Signalons que Jean-Noel Dumont figure parmi les intervenants d'une prochaine conférence organisée au Sénat, avec la bénédiction du sénateur-maire de Marseille, par la Fondation Pour l'école de madame Anne Coffinier.

**Rédigé par : Guy Morel | le 20 mai 2010 à 11:32**

Soyons précis. Voilà le programme :

“Introduction par les sénateurs Jean-Claude GAUDIN, vice-président du Sénat et André LARDEUX.

Sondage inédit IFOP-FPE sur les critères d'efficacité d'une école. Résultats commentés par Jean-Noël DUMONT, philosophe, administrateur de la Fondation pour l'école.

Situation de l'enseignement en France : Natacha POLONY, journaliste au Figaro, auteur de « Nos Enfants gâchés » (2005) et de « M(me) le président, si vous osiez... : 15 mesures pour sauver l'école » (2007).

Comparaisons internationales : performance éducative et autonomie des établissements scolaires

- Mats GERDAU, membre du parlement suédois, porte-parole du parti conservateur (Moderaterna) pour l'enseignement.

- Andreas SCHLEICHER, conseiller spécial du secrétaire général de l'OCDE, chargé de la politique de l'éducation.

- Jean-Daniel NORDMANN, fondateur et directeur de l'école La Garanderie (Suisse).

L'autonomie de gestion des établissements en France

- Daniel MALLET, inspecteur général honoraire de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche, président du cercle Créer.

- Huguette PEIRS, surintendante des Maisons d'éducation de la Légion d'honneur.

- Gérard CHOMIER, inspecteur général honoraire de l'administration de l'Éducation et de la Recherche, ancien secrétaire général de la Mission laïque.

- Anne COFFINIER, présidente de la Fondation pour l'école.

Conclusion par Anne COFFINIER et Jean-Noël DUMONT

19 h 00 : COCKTAIL”

Où l'on voit donc que l'on peut être à la fois à SOS-Éducation et administrateur de la Fondation pour l'école. Ce qui n'autorise personne - et surtout pas moi - à tirer de cette double appartenance des conclusions simplistes.

**Rédigé par : Guy Morel | le 20 mai 2010 à 11:44**

## L'ultra-vérité sur SOS-Education - 5 -

Mon nom apparaissant au détour d'un paragraphe de ce dernier billet de cette longue et très utile série consacrée à SOS-Éducation, je veux apporter quelques précisions.

1- J'ai en effet écrit à la demande de Laurent Lafforgue un chapitre de La débâcle de l'école, celui sur l'enseignement du français au collège. Cela n'impliquait et n'implique nullement de ma part un soutien quelconque aux auteurs des autres chapitres, par exemple à Marc Le Bris avec qui j'ai des désaccords profonds, exposés publiquement. Quant à monsieur Pierre Perrier, je ne le connais pas et ignore s'il a des liens avec SOS-Éducation.

2- Je ne me reconnais pas dans les termes "antipédagogue" et "non-libéral" dont Luc Cédelle me gratifie. Pour m'en tenir au premier, dans les deux ouvrages que j'ai publiés sur l'école, j'ai soigneusement évité, ainsi que mon coauteur Daniel Tual-Loizeau - dont la mère, soit dit en passant, a enseigné quelques années au lycée expérimental de Saint-Nazaire - de verser dans la fausse opposition pédagogues-antipédagogues qui m'a toujours paru de nature à obscurcir la compréhension des problèmes réels de l'école.

3 -En ce qui concerne directement SOS-Éducation, comme secrétaire du GRIP, j'ai rédigé en 2006 avec Jean-Pierre Demailly, président du GRIP, un communiqué AFP condamnant l'action de cette association et récusant sa légitimité à intervenir dans la question scolaire.

4- Depuis, je n'ai cessé sur les forums et les blogs de dénoncer son action - dernièrement ici-même en mettant en évidence les liens - dont Luc Cédelle ne parle pas - avec la Fondation pour l'école.

5- Sans vergogne, je profite de l'opportunité qui m'est offerte pour signaler aux lecteurs de ce blog, la parution prochaine aux éditions du GRIP d'une grammaire pour le CE1. Après De l'écoute des sons à la lecture, Compter-Calculer au CP, Compter Calculer au CE1, cet ouvrage

**Rédigé par : Guy Morel | le 21 mai 2010 à 11:13**

Un incident informatique étant survenu, je termine ma phrase :

...cet ouvrage témoigne de la continuité de l'action du GRIP, action sans aucun rapport avec les visées de la nébuleuse SOS-Éducation.

**Rédigé par : Guy Morel | le 21 mai 2010 à 11:17**

En m'excusant pour cette cascade de posts ( les mystères de l'informatique sont souvent insondables), le lien menant aux ouvrages publiés par le GRIP :

[http://www.slecc.fr/grammaire\\_CE1\\_manuel.htm](http://www.slecc.fr/grammaire_CE1_manuel.htm)

**Rédigé par : Guy Morel | le 21 mai 2010 à 11:29**

@ Guy Morel

Vous écrivez : "Je ne me reconnais pas dans les termes "antipédagogue" et "non-libéral" dont Luc Cédelle me gratifie."

Bien, mais... dans quels termes vous reconnaitriez-vous? Je me suis exprimé ainsi afin de bien faire la distinction entre vous et... le sujet principal du billet et de la série.

Un de vos livres s'appelle "L'horreur pédagogique", quand même. Et quant au GRIP, il est toujours possible de raffiner en expliquant qu'il veut "dépasser la fausse opposition", n'empêche: s'il n'est pas, à la base de ses motivations, "antipédagogue" alors je ne sais pas qui peut l'être.

Vous rendez le travail difficile. Dois-je écrire "un enseignant préoccupé par la qualité de l'éducation"? A ce compte-là, je ne pourrais plus désigner aucune appartenance.

LC

**Rédigé par : education | le 21 mai 2010 à 12:00**

Cher Luc Cédelle,

Merci de votre réponse.

Je sais que ce n'est pas facile de ne pas classer.

Dans le paysage, le GRIP est un OPNI - un objet pédagogique non-identifié, et le restera sans doute encore un bout de temps. De notre point de vue, c'est même plutôt une bonne chose.

Ses thèses sont pourtant publiques : importance prépondérante des programmes ; primauté de la pédagogie des matières dans la conduite des apprentissages ; interdisciplinarité réelle dès les premiers apprentissages etc.

Maintenant, pour ce qui est de *L'Horreur pédagogique*, j'assume sans difficulté : de même que le discours économique, le discours pédagogique est devenu une horreur. Quant à la pédagogie - et vous devez savoir pour avoir lu la Préface à Buisson, *La Pédagogie oubliée* - que je n'ai là-dessus aucune œillère -, c'est une longue et difficile école qui s'accommode peu des simplifications et des lubies innovatrices.

Bien cordialement.

Guy Morel

PS. Je pense que la plupart des enseignants - j'en ai vu beaucoup en 40 ans de carrière - sont préoccupés par la qualité de l'éducation. C'est pourquoi je déplore qu'il nous ( le GRIP et ses auteurs ) soit si difficile d'ouvrir le dialogue avec des organisations quasi institutionnelles, comme le Café pédagogique, par exemple, qui nous voue aux gémonies.

Ici, c'est possible. Je vous en remercie.

**Rédigé par : Guy Morel | le 21 mai 2010 à 12:57**

Petite correction : l'IRIE, le "laboratoire d'idées" (!) de SOS Education, en est à son 37e cahier, après visite sur le site <http://www.recherche-education.org>

**Rédigé par : John Galtrand | le 21 mai 2010 à 13:21**

Bonjour M. Cédelle,

Etant moi-même enseignante, je pense et me permets de vous dire que vous sous-estimez largement le malaise enseignant. Le pédagogisme que vous semblez défendre, s'il n'est pas à rejeter en bloc, a fait des ravages dans les établissements scolaires (notamment dans les zones les plus défavorisées socialement), tant au niveau des contenus d'enseignement qu'au niveau du rapport entre élèves et enseignants. Placer l'élève au centre du système scolaire a eu des conséquences dramatiques sur la qualité de son apprentissage.

De plus, les enseignants comme les élèves sont pour la plupart demandeurs d'un cadre solide dont ils ont besoin pour que l'apprentissage puisse se faire dans de bonnes conditions. C'est pour cela je pense que SOS Education se fait entendre: SOS Education dit tout haut ce que la plupart d'entre les enseignants pensent. Mais puisque les enseignants sont finalement peu consultés, qui s'en soucie?

Tout le monde semble avoir droit au chapitre en ce qui concerne l'éducation, sauf ceux qui sont sur le terrain, tous les jours. Mais l'éducation en France ne se porte pas bien, et SOS Education a su pointer du doigt la plupart des causes de ses dysfonctionnements. J'ignorais que SOS Education avait un quelconque lien avec l'extrême-droite, et j'admets que cela me déçoit, mais je partage malgré tout un grand nombre de leurs positions, et je ne suis pas la seule.

Je trouve enfin que votre article témoigne - sauf votre respect - d'une vision très surplombante et de ce fait trop théorique et peut-être idéaliste du monde de l'éducation: allez donc voir dans les écoles, si les incivilités que vous qualifiez de faits minoritaires sont si exceptionnelles que cela; tous les jours il se passe des choses dans les établissements scolaires qui sont tues, étouffées, minimisées... s'il n'y a que SOS Education pour les entendre, il ne faut pas s'étonner que certains enseignants s'y rallient. Il manque une réflexion de fond sur les vrais problèmes de

l'éducation aujourd'hui, notamment de la part de la gauche - quel dommage - qui persiste à vouloir défendre un pédagogisme devenu laxiste et creux dans son application.

Cordialement,  
CM

**Rédigé par : Ménière | le 28 mai 2010 à 14:10**

Vous citez Véronique Bouzou sur son blog, soit ! Mais je trouve pour le moins bizarre que vous ne parliez pas de son dernier livre "Ces profs qu'on assassine" (Ed. Gassevitch). Ce livre que j'ai lu et apprécié a été largement médiatisé l'an dernier (émissions de TV, radios, presse écrite), mais sauf erreur de ma part, je n'ai trouvé nul article dans Le Monde le commentant. Vous qui êtes journaliste éducation dans ce journal, j'aimerais connaître la raison de ce silence pour le moins surprenant.

**Rédigé par : G.H | le 31 mai 2010 à 10:59**

Intéressant ce site de SOS Education.

Voici 8 mesures qu'ils préconisent pour lutter contre les violences à l'école.

Pour les détails, il faut aller sur le site :

<http://www.soseducation.com/>

- 1 - Faire respecter l'autorité des professeurs
- 2 - Former les professeurs à l'application de la discipline
- 3 - Réintroduire la fonction pleine et entière de surveillant général
- 4 - Créer de vrais cours de civisme
- 5 - Exclusion définitive à la troisième infraction grave
- 6 - Supprimer la réintégration automatique après exclusion
- 7 - Restaurer les internats spécialisés
- 8 - Rétablir prix et récompenses pour les élèves méritants

Il y a quelque chose qui vous choque dans ces propositions M. Luc Cédelle ? Moi pas...

**Rédigé par : G.H | le 31 mai 2010 à 16:13**

C'est assez curieux cette série américaine d'ultra "vérité" truffée d'erreurs. Certes LC me l'avait dit franchement lors de l'université 2007, il n'était pas d'accord avec sll mais cette façon de rapporter tout et n'importe quoi (qui) à la "mouvance sauver les lettres", y compris dans les liens connexes, frise la désinformation. Il me semble que si je faisais mon travail de prof aussi bien que LC fait son travail de journaliste, eh bien...

Extraire un passage assez médiocre de notre communiqué est peut-être de bonne guerre entre adversaires, mais bien peu pertinent puisque rien du reste, qui n'est pas rien et était en grande partie poursuivi par SOSE, n'est cité. Et il est un peu fort de café d'invoquer d'un côté la nullité de ce passage, ce qui n'est pas idiot, et d'un autre de convoquer dans l'épisode 5 le même argument à propos des récupérations par SOSE : "Il est néanmoins difficile de faire le tri entre récupération pure, sans accord ni participation des intéressés, et récupération consentante".

Etonnant aussi le – les passages - sur C. Réveret, apparemment pas même un coup de fil à l'intéressée (ou à d'autres) pour apprendre qu'elle a quitté sll il y a très longtemps, et en fort mauvais termes, elle ne l'aurait pas caché, pas plus que le reste.

SLL à son apogée en 2001, trop fort, on avait commencé en 2000 et on fondait l'association 1901 pour publier le premier livre collectif chez Textuel, tous les droits reversés à l'association qui comptait bien moins de cent adhérents, quelle apogée ! Et LC, qui n'est "pas membre de la brigade financière", connaît très bien notre parcours... qui ne nécessite pas de telles compétences.

Outre les erreurs faites en connaissance de cause, il y a les oublis, et notamment le travail de <http://www.sos-justice.info/> qu'il faut trouver en lien dans les commentaires, tout comme le texte intégral du communiqué cité ci-dessus, si l'on veut de l'information.

Peut-être suis-je un peu dur parce que je savais déjà tout ou presque de ce qui a été dit dans cette série moins les âneries, il y en a d'autres, cf par ex les messages de Pedro, il me semble grave cependant de devoir compter sur les commentaires d'un article pour apprendre quelque chose, surtout lorsqu'ils émanent de la seule partie qu'on s'est abstenu de consulter.

Le journalisme de forum a-t-il de l'avenir ?

Michel Buttet  
<http://www.sauv.net/>

**Rédigé par : Michel Buttet | le 31 mai 2010 à 20:09**

@Michel Buttet

Vous n'êtes pas "un peu dur", vous cognez gaillardement. Mais vous cognez sur du solide et aussi, ce qui est reposant, parfois dans le vide. Je vais donc vous répondre patiemment et même, prenez-le comme vous voulez, avec amour.

1) L'expression "la mouvance Sauver les lettres" n'est pas de ma part le procédé maléfique que vous imaginez, mais plutôt exactement le contraire: une délicatesse à votre égard, ou même trois.

La première est que j'ai toujours prêté et que je prête encore à SLL une influence dépassant largement le cercle restreint de ses adhérents.

La deuxième est que je tiens SLL pour une sorte d'association leader, ou d'association mère, ou phare (peu importe le terme) dans son courant de pensée. C'est aussi (avant que SOS Education, venue d'un autre univers, ne tire les marrons du feu) la plus connue.

Donc, si l'on ne veut pas à chaque fois répéter toute une liste de sigles comme au bas d'une pétition, on dit "la mouvance"... et tout le monde comprend.

La troisième délicatesse est que l'histoire de votre association est telle qu'il est assez difficile de tenir à jour une liste précise de qui en est, n'en est plus, a failli en être, n'en est pas mais c'est tout comme, n'en a jamais été contrairement à ce qu'on croit, etc... Vous pourriez me répondre qu'il suffit de poser la question aux intéressés, mais à ce compte-là, aucun article n'est réalisable en moins de quinze jours. Donc, voilà : "la mouvance" est aussi un moyen de tenir compte de cette situation mouvante, d'autant que l'instabilité est aussi la règle dans les associations voisines.

2) Vous êtes manifestement persuadé que j'aurais sélectionné un passage "médiocre" de votre communiqué de 2006 et que, pire encore, j'aurais invoqué la "nullité" de ce passage ou de ce communiqué. D'une part, vous me connaissez mal: l'invocation de la "nullité", de la "médiocrité", des "âneries", etc. n'est pas du tout dans mes habitudes, mais plutôt dans les vôtres et dans celle de votre "mouvance". Vous pouvez passer au scanner tout ce que j'ai écrit depuis 10 ans vous ne trouverez rien de tel concernant SLL... ou sa "mouvance".

D'autre part, il y a une flagrante incompréhension de votre part dans ce cas précis. J'ai juste pris le soin de rappeler, même avec quatre ans de distance, que SLL et d'autres associations s'étaient clairement démarquées de SOS-Education. C'est sans doute ce que vous appelez "friser la désinformation".

Reproduire intégralement le communiqué m'était impossible sans donner à mon billet, déjà long, une dimension déraisonnable, et le mettre en lien ne m'a été possible techniquement. En revanche, cela a pu être fait par la Toile de l'éducation (lettre numérique hebdomadaire publiée sur le site du journal par la rubrique éducation).

3) Non, je n'ai pas eu besoin de contacter Cécile Revéret mais je n'hésiterais pas à le faire si cela était un jour nécessaire. On ne téléphone pas particulièrement à quelqu'un qui vient de publier un livre pour vérifier s'il est bien d'accord avec ce qu'il vient de publier.

D'autre part, je ne m'attendais réellement pas à croiser son livre et son nom en tant que "soutien" à SOS Education (je pense que si elle ne l'était pas, elle aurait immédiatement et durement réagi au rapport 2009 de l'association). Elle avait tellement l'air d'être unanimement appréciée dans la "mouvance" que cela ne m'était pas venu à l'idée. Manque d'imagination, je le concède.

4) Vous écrivez : "SLL à son apogée en 2001, trop fort..."

Et cette fois vous avez parfaitement raison. C'est une erreur de ma part et je vous aurais volontiers remercié de me la faire remarquer si vous n'étiez pas si occupé à m'étriller. Mais comme j'ai promis de m'exprimer avec amour, eh bien je vous remercie quand même!

L'apogée était plutôt en 2004 ou 2005, non? Je me repérais par rapport à l'éviction de Claude Allègre, en mars 2000, à laquelle vous aviez pris largement part. On ne prête qu'aux riches.

5) Les allusions à la "brigade financière" dont je ne suis pas membre se réfèrent exclusivement à SOS-Education et pas à SLL, comme chacun l'a bien compris. Concernant SLL, la brigade financière n'y passerait pas 5 minutes. Enfin, je pense. Mais SOS-Education me trouverait sans doute très léger à ce sujet...

6) Vous écrivez : "Outre les erreurs faites en connaissance de cause..."

Et là, je décrète une suspension momentanée de l'amour. Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer, Michel Buttet, que je ferais des erreurs "en connaissance de cause"? Que connaissez-vous de l'honneur professionnel d'un journaliste? D'où tenez-vous cette certitude infamante? Je fais mon travail aussi bien que possible. Je ne vous demande pas d'en être béat d'admiration et vous êtes parfaitement libre d'estimer que le résultat n'est pas à la hauteur de mes efforts. Et je n'aurais même pas à m'en offusquer. Mais vos "erreurs faites en connaissance de cause" sont, sans doute involontairement, une formulation insultante et que vous gagneriez à retirer.

7) Vous poursuivez ainsi : "il y a les oublis, et notamment le travail de <http://www.sos-justice.info/> qu'il faut trouver en lien dans les commentaires.

Ce n'est pas un oubli. Je me doutais que ce lien viendrait dans les commentaires, il était d'ailleurs déjà venu dans un billet antérieur, mais je n'avais pas envie de l'adjoindre à mon texte. Pour des raisons que je ne souhaite pas expliciter ici mais que vous pourriez peut-être imaginer en y réfléchissant.

8) "Le journalisme de forum a-t-il de l'avenir?"

On verra bien. En tout cas, il est clair que vous ne m'en souhaitez pas. Merci quand même de votre aimable visite.

LC

**Rédigé par : education | le 01 juin 2010 à 02:05**

@Luc Cédelle,

Je vous remercie tout d'abord de votre abondante réponse (devrais-je dire lettre d'amour ?) puisqu'elle me permet de mieux comprendre votre façon de travailler. Je ne répondrai que sur un point parce que j'ai des copies à corriger et que ce mode de communication n'est pas satisfaisant si je considère l'interprétation que vous faites de ma contribution dans d'autres passages.

Je savais bien que j'allais vous énerver un peu, mais loin de moi l'intention de blesser "l'honneur professionnel d'un journaliste". Je "retirerais" bien volontiers "erreurs faites en connaissance de cause" que vous jugez insultant : disons alors que je me fiais trop à vos connaissances, puisque vous reconnaissez une erreur, mais commise en quelque sorte par inadvertance. Bien sûr, il faudrait dans ce cas "retirer" l'erreur, puisqu'elle serait maintenant faite en connaissance de cause.

A propos de solide, je vous signale que vous faites une autre large erreur lorsque vous expliquez cette erreur : “Je me repérais par rapport à l’éviction de Claude Allègre, en mars 2000, à laquelle vous aviez pris largement part” ; non, c’est le collectif anti-Allègre qui était moteur à l’époque, on a commencé à parler de Sauver les lettres en juillet 2000, suite à notre premier communiqué (que vous avez reçu comme tous les autres je pense, la liste est toujours consultable en rubrique actions du site). Et puis vous dites ” L’apogée était plutôt en 2004 ou 2005, non? ” Diable, pourquoi pas 2007 ou 2010 ? De fait, votre désir d’apogée, qui insulte au moins l’avenir, est prégnant. Moi je pense que ce sera 2030, surtout si l’on songe que ce n’est pas du nanan pour les retraites. Allez-vous me trouver encore insultant si je vous dis que je m’étonne de cette méthode qui me paraît... pifométrique ? Ou passionnelle ?

Avec beaucoup d’amour aussi,  
MB

**Rédigé par : Michel Buttet | le 02 juin 2010 à 13:46**

@ Michel Buttet

Une fois que j’aurai rectifié les erreurs involontaires que j’avais failli commettre sur votre correction des mes vices de raisonnement et que nous aurons corrigé sans nous tromper les probables aberrations que, par mégarde, mon inclination pifométrique n’aurait su déceler préventivement, nous pourrions songer à limiter fermement les futures mais inévitables approximations qu’en toute sincérité nous engagerions le lecteur, selon la formule consacrée, à rectifier de lui-même.

Bien cordialement et avec l’apogée de mes salutations.

LC

**Rédigé par : education | le 02 juin 2010 à 17:24**